



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mars 2026



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mars 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	7
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	9
2.1. Production et demande de biens et services	9
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	14
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	18
5.2. Monnaie	19
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale a connu une évolution globalement positive en février 2026, bien que les dynamiques varient d'une région à l'autre. L'activité a progressé à un rythme modéré aux États-Unis, tandis qu'en zone euro, la croissance s'est accélérée, portée par le redressement du secteur manufacturier et celui des services. En Chine, le secteur privé a enregistré sa plus forte expansion depuis mai 2023, alors que l'activité est restée stable en Afrique du Sud.

Aux **États-Unis**, la progression de l'activité est demeurée modérée en février 2026, dans un contexte de ralentissement de la production dans les secteurs manufacturier et tertiaire. En **zone euro**, la croissance s'est accélérée, portée par le dynamisme de la production manufacturière et de celle des services.

En **Chine**, l'économie a progressé en février 2026, grâce à la hausse des nouvelles commandes, soutenue par la vigueur des exportations tandis qu'en **Afrique du Sud**, l'activité est restée stable.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé s'est raffermie au **Nigeria** en février 2026, dans un contexte de reprise des nouvelles commandes et de renforcement de la demande. Au **Ghana**, la contraction de l'activité a été moins marquée en février 2026, grâce au rebond des nouvelles commandes.

En février 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 3,9%, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés a progressé de 3,7%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a ralenti en janvier 2026, l'amélioration de la production industrielle étant compensée par la baisse du chiffre d'affaires du commerce. Le taux d'inflation est ressorti à -0,1% en février 2026, après -0,5% enregistré le mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 4,23% en février 2026, en baisse de 61 points de base (pdb) par rapport à son niveau de janvier 2026. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle, pour leur part, ont augmenté de 13 pdb par rapport au mois précédent, passant de 6,80% à 6,93%, contre 6,81% un an plus tôt.

La masse monétaire a augmenté de 18,8%, en glissement annuel, à fin janvier 2026, après une hausse de 17,4% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+179,4%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,2%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,5% au premier trimestre 2026, après une progression de même ampleur au quatrième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole.

Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à +0,4% en mars 2026, puis à +0,8% en avril 2026. En effet, le renchérissement des prix des produits pétroliers dans certains pays, en lien avec la crise au Moyen-Orient, devrait alimenter des tensions sur les prix. De même, la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union continue de perturber la chaîne de distribution des produits alimentaires, avec des effets sur les coûts.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 février 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Les données PMI de février 2026 font ressortir une dynamique mondiale globalement positive, avec une progression modérée aux États-Unis et une accélération en zone euro, soutenue par la production manufacturière et les services. En Chine, l'activité du secteur privé a enregistré une forte expansion, tandis qu'elle est restée stable en Afrique du Sud.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 51,9 points en février 2026, après 53,0 points en janvier 2026. La croissance a été freinée par le ralentissement de la production dans les secteurs manufacturier et des services. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 51,9 points en février 2026, en hausse par rapport aux 51,5 points enregistrés en janvier 2026, en lien avec l'augmentation de la production manufacturière et de celle des services.

Au niveau des pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** a progressé à 55,4 points en février 2026, contre 51,6 points le mois précédent, marquant ainsi la plus forte expansion de l'activité du secteur privé depuis mai 2023. L'activité économique s'est renforcée dans les secteurs manufacturier et des services, avec une hausse des nouvelles commandes soutenue par la demande extérieure. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite est ressorti à 50 points en février 2026, signalant la stabilité de l'activité du secteur privé pour un deuxième mois consécutif après le repli observé fin 2025.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice composite s'est établi à 53,2 points en février 2026 au **Nigeria**, après 49,7 points en janvier 2026, indiquant un retour en expansion de l'activité du secteur privé. Ce rebond a été porté par une reprise des nouvelles commandes et l'amélioration de la demande. Au **Ghana**, l'indice composite est ressorti à 49,2 points en février 2026, après 48,5 points en janvier, indiquant une contraction moins prononcée de l'activité. Cette évolution résulte du redressement des nouvelles commandes.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales continuent de privilégier une approche prudente dans la conduite de la politique monétaire, dans un contexte d'incertitudes accrues liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu son taux directeur dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75% pour la deuxième fois consécutive lors de sa réunion du 18 mars 2026. Selon le Président de l'institution, Monsieur Jerome Powell, les incertitudes liées notamment au conflit au Moyen-Orient justifient une posture prudente. La **Banque centrale européenne (BCE)** a, le 19 mars 2026, reconduit ses taux d'intérêt, estimant que la guerre au Moyen-Orient a considérablement accru l'incertitude, engendrant des risques de hausse de l'inflation et de ralentissement de la croissance. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, le taux de la facilité de dépôt et le taux de facilité de prêt marginal ont été maintenus respectivement à 2,15%, 2,00% et 2,40%.

Dans les **pays émergents**, la **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a laissé son principal taux directeur inchangé à 6,75%, le 26 mars 2026, en raison des risques de hausse de l'inflation liés au conflit au Moyen-Orient. L'inflation devrait atteindre environ 4% au deuxième trimestre 2026, sous l'effet de la montée des prix des carburants, avant de se replier progressivement vers la cible de 3% d'ici à fin 2027. La **Banque populaire de Chine (PBoC)** a maintenu ses taux directeurs pour le neuvième mois consécutif le 20 mars 2026. Le taux préférentiel des prêts à un an (LPR) est resté à 3,00%, tandis que le LPR à cinq ans, taux de référence pour les prêts hypothécaires, est demeuré à 3,50%. Cette prudence reflète la flambée des prix du pétrole et les tensions au Moyen-Orient qui assombrissent les perspectives d'inflation.

Dans les **pays en développement**, la **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a, le 24 février 2026, abaissé son taux directeur de 50 points de base à 26,50%, dans le but de soutenir la croissance, dans un contexte de baisse de l'inflation (15,1% en janvier 2026 contre 15,2% en décembre 2025). Selon le Gouverneur de la CBN, la transmission différée du précédent resserrement monétaire, la stabilité du taux de change et l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire contribuent à la baisse des prix. La **Banque du Ghana (BoG)** a réduit son taux directeur de 150 points de base à 14,00% lors de sa réunion du 18 mars 2026 pour la cinquième fois consécutive, le ramenant ainsi à son plus bas niveau depuis février 2022. Selon la BoG, la faible inflation et les conditions intérieures favorables ont permis de procéder à une nouvelle baisse, en dépit des risques liés au conflit au Moyen-Orient.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 mars 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en février 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	0	{3,50-3,75}	2,0	2,4
Zone euro	-75	0	2,00	2,0	1,9
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	3,0	1,3
Afrique du sud	-100	0	6,75	{3,0 - 6,0}	3,0
Pays en développement					
Nigeria	-50	-50	26,50	{6,0 - 9,0}	15,1
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	3,3
CEMAC *	-25	0	4,75	-	2,8

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

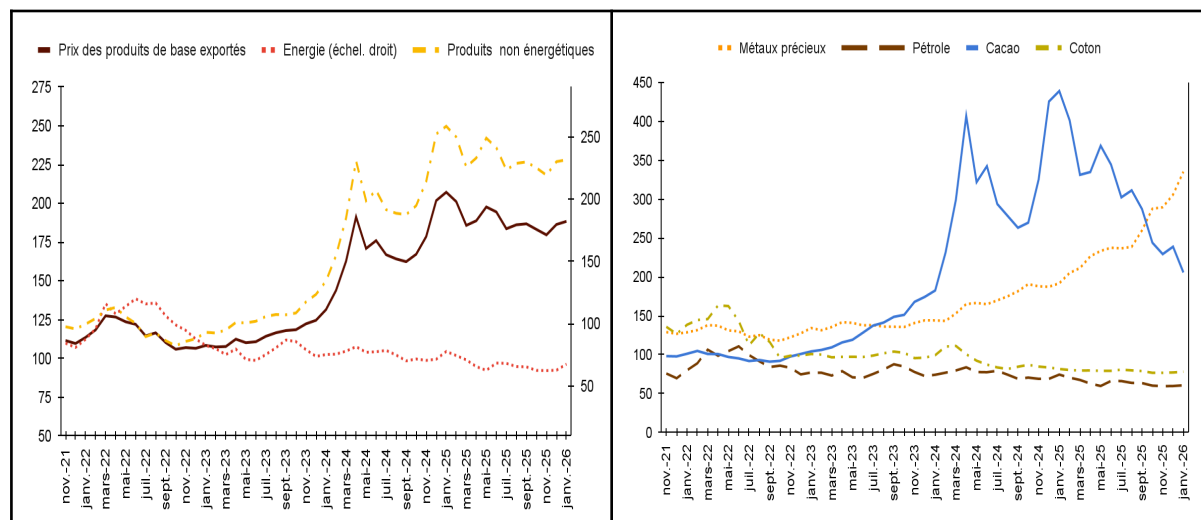
En février 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est contracté de 3,9%, en raison principalement de la baisse des cours du gaz naturel, du cacao, du café et du coton.

L'indice des prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA s'est replié de 3,9% en février 2026, après une hausse de 1,4% un mois plus tôt. Cette évolution est principalement imputable à la diminution des cours des produits énergétiques, en particulier le **gaz naturel** (-29,6%). Cette dynamique a été amplifiée par les produits non énergétiques, avec un recul des prix du **cacao** (-28,5%), du **café** (-9,7%) et du **coton** (-2,1%). À l'inverse, les cours des **huiles de palmiste** (+8,7%) et de **palme** (+5,9%), du **pétrole** (+6,9%), de la **noix de cajou** (+6,2%), de l'**or** (+6,1%), du **bois de grume** (+3,7%), du **caoutchouc** (+3,6%), du **zinc** (+3,5%), de l'**uranium** (+2,2%) et du **phosphate** (+1,2%) se sont renforcés sur la période.

Les prix du **gaz naturel** ont fléchi en février 2026 en raison des niveaux de stocks relativement élevés, une production soutenue aux États-Unis et des prévisions météorologiques plus clémentes qui réduisent la demande de chauffage. La baisse des cours du **cacao** est due à des perspectives d'une offre plus abondante et d'une demande mondiale moins dynamique. Les conditions climatiques favorables en Afrique de l'Ouest et l'augmentation de la production en Équateur renforcent l'offre, tandis que le ralentissement de la consommation favorise l'accumulation des stocks. Le recul des cours du **café** est attribuable à des prévisions annonçant une récolte exceptionnelle au Brésil, premier producteur mondial, et à des conditions météorologiques favorables. Le repli des prix du **coton** s'explique principalement par les inquiétudes persistantes concernant la demande et des niveaux de stocks élevés.

L'augmentation des cours des **huiles de palme** et de **palmiste** est imputable à la reconstitution des stocks avant le Nouvel An chinois, ainsi qu'au raffermissement de la demande du principal consommateur, l'Inde. Les cours du **pétrole** ont continué de progresser, soutenus par les craintes de perturbations de l'approvisionnement à court terme au Moyen-Orient, région représentant près d'un tiers de la production mondiale de pétrole brut. Les tensions au Moyen-Orient ont contribué à la hausse des cours de l'**or**, en stimulant la demande pour cet actif en tant que valeur refuge. L'augmentation des cours du **caoutchouc** résulte des contraintes saisonnières d'approvisionnement, la plupart des grandes régions productrices d'Asie du Sud-Est ayant achevé la récolte et les zones de culture entrant dans leur période de repos. Par ailleurs, l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (ANRPC) estime que la demande mondiale devrait dépasser la production en 2026, sous l'effet d'une croissance soutenue du secteur automobile. Le renchérissement du **zinc** intervient dans un contexte de tensions persistantes sur l'offre. La production de zinc raffiné devrait reculer de 2% l'an, en lien avec la fermeture de l'usine Toho Zinc à Annaka au Japon et les problèmes opérationnels enregistrés dans certaines fonderies du Kazakhstan et du Japon. Les prix de l'**uranium** ont été soutenus par les perspectives de forte demande liées au regain des investissements dans l'énergie nucléaire, notamment pour alimenter les centres de données. Les efforts des États-Unis pour renforcer leurs capacités d'enrichissement et réduire leur dépendance aux approvisionnements russes ont accentué la hausse. Les prix du **phosphate** ont progressé en raison d'une forte demande en Inde et au Brésil, ainsi que des restrictions à l'exportation de la Chine.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

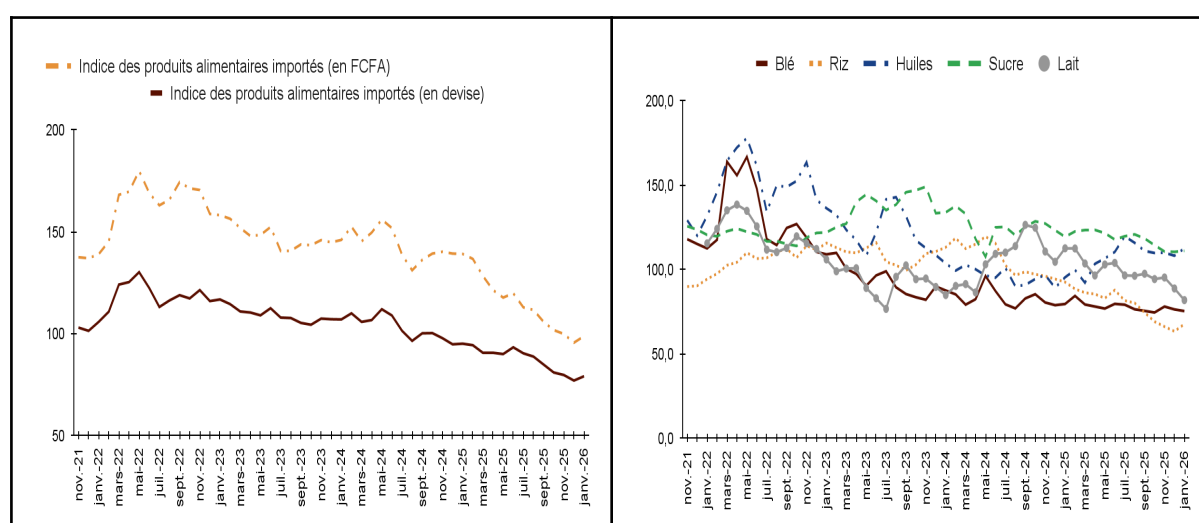
Par rapport à février 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 9,8%, après une contraction de 8,9% le mois précédent. La baisse concerne les prix du **cacao** (-63,3%), du **café** (-33,1%), du **gaz naturel** (-18,3%), du **caoutchouc** (-14,6%), de la **noix de cajou** (-9,1%), du **pétrole** (-7,9%) et du **coton** (-4,7%). En revanche, les cours de l'**or** (+73,4%), de l'**uranium** (+31,2%), du **bois de grume** (+25,1%), du **zinc** (+18,7%), des **huiles végétales** (+7,1%) et du **phosphate** (+3,8%) ont augmenté.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est accru de 3,7%, en variation mensuelle, en février 2026, après une hausse de 2,7% enregistrée le mois précédent. Cette évolution résulte du renforcement des cours de l'**huile de soja** (+11,5%), du **blé** (+6,1%), du **riz** (+2,1%) et du **lait** (+2,0%), atténué par la baisse des cours du **sucre** (-3,1%).

Les cours de l'**huile de soja** ont poursuivi leur progression, en raison principalement de l'accord commercial dénommé « trêve de Busan² », qui engage la Chine à acheter 20 millions de tonnes de soja américain pour la campagne de commercialisation 2026. Le renchérissement du **blé** s'explique par le regain d'inquiétudes liées aux conditions météorologiques, notamment les risques de gel dans certaines régions du sud de la Russie et de l'Ukraine, qui pourraient affecter les récoltes d'hiver. La hausse des prix du **riz** est due à une demande accrue des pays africains. Les prix du **lait** ont été soutenus par une légère reprise de la demande mondiale, alors que l'offre reste limitée en raison de la baisse de la collecte, notamment en Europe.

En revanche, les prix du **sucre** ont reculé en raison des prévisions d'une offre abondante. Selon les projections de l'Organisation internationale du sucre (ISO), le marché mondial du sucre pour la campagne 2025/2026 devrait afficher un excédent de 1,2 millions de tonnes.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est affaibli de 13,0%, après une baisse de 16,7% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au fléchissement des cours du **lait** (-25,7%), du **riz** (-21,9%), du **sucre** (-12,5%) et du **blé** (-5,1%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+25,9%) se sont renforcés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 26,2%, en variation annuelle, en raison d'une diminution des prix du **sucre** (-38,0%), du **lait** (-34,6%), du **riz** (-31,2%), du **blé** (-16,4%) et des **huiles végétales** (-1,9%).

1.4. Marchés financiers

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont globalement enregistré une hausse au cours du mois de février 2026.

1.4.1. Les places boursières

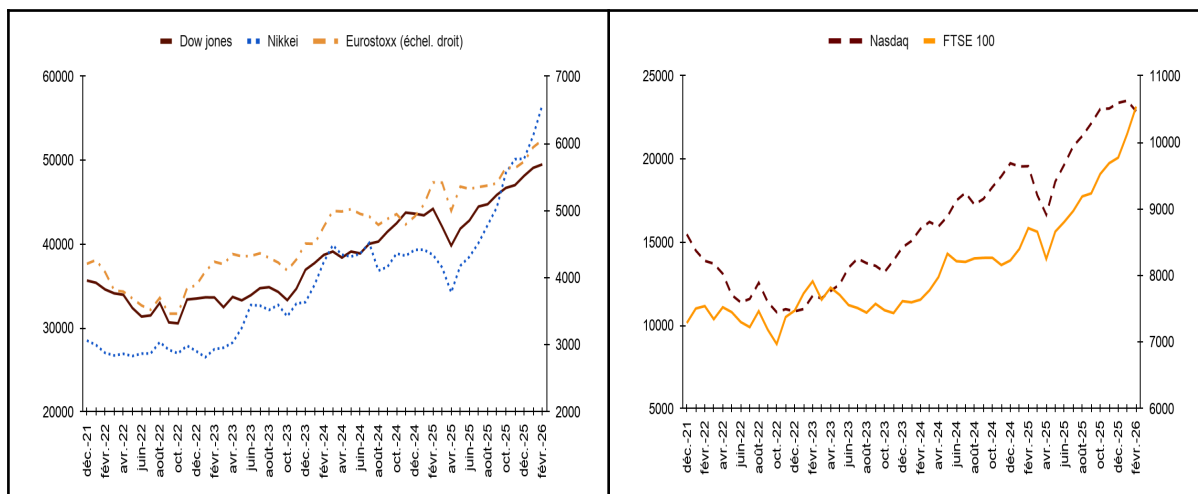
En février 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés ont progressé, à l'exception de l'indice NASDAQ (-2,7%). Aux Etats-Unis, l'indice DOW JONES s'est accru de 0,8% comparativement à sa moyenne du mois précédent. Les indices CAC 40 de la France (+2,2%) et

² Accord commercial temporaire d'un an conclu le 30 octobre 2025 entre les États-Unis et la Chine, négocié à Busan, en Corée du Sud.

EUROSTOXX 50 de la zone euro (+1,8%) se sont renforcés par rapport à leurs niveaux de janvier 2026. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 4,0%, après une hausse de 3,7% en janvier 2026. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est également raffermi de 6,9% d'un mois à l'autre.

En Afrique, les principaux indices boursiers ont enregistré une évolution positive en février 2026. En effet, les indices GSE du Ghana (+19,1%), NSE du Nigeria (+11,9%), BRVM composite (+11,0%), BRVM 30 (+8,7%) et FTSE de l'Afrique du Sud (+1,5%) ont progressé au cours de la période sous revue. En revanche, l'indice MASI du Maroc s'est replié de 3,0% sur la même période.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



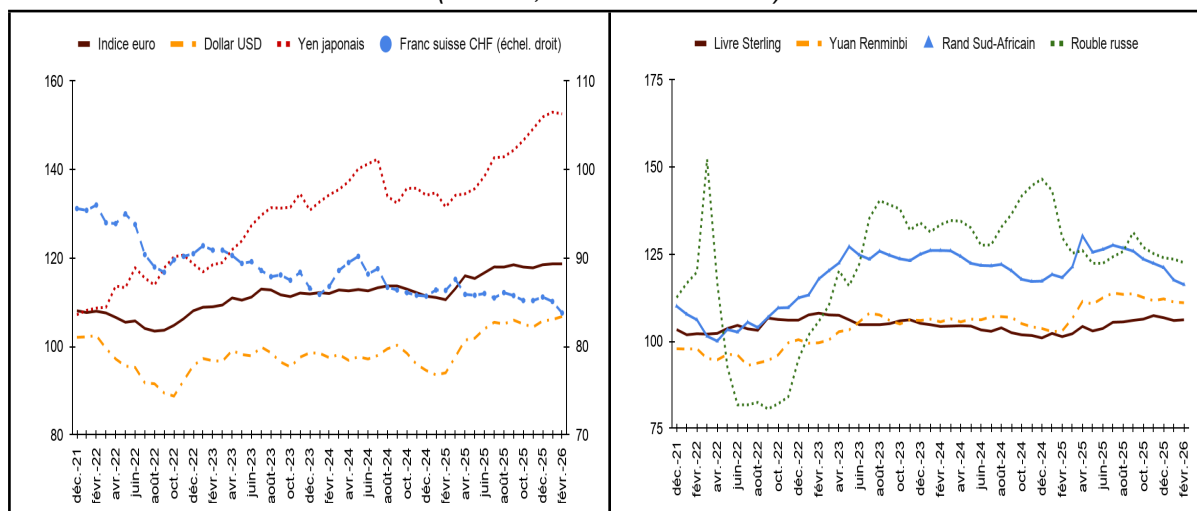
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, est ressorti stable (-0,04%) en février 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est dépréciée par rapport au dollar australien (-3,2%), au franc suisse (-1,4%), au yen japonais (-0,3%) et au dollar canadien (-0,2%). La devise européenne s'est également affaiblie face aux monnaies des pays émergents, notamment le rand sud africain (-1,1%), le rouble russe (-0,8%) et le yuan chinois (-0,2%). En revanche, l'euro s'est apprécié vis-à-vis de la roupie indienne (+0,6%), du dollar américain (+0,7%) et de la livre sterling (+0,2%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

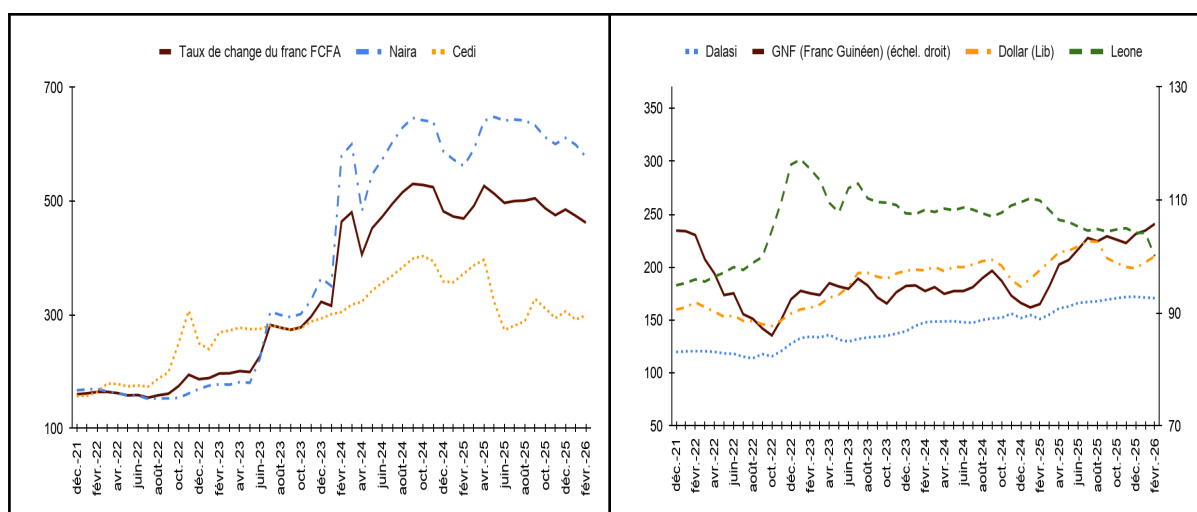


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 2,5% en février 2026, par rapport au mois précédent, sous l'effet de sa baisse face au naira (-3,6%), au leone (-1,0%) et au dalasi gambien (-0,3%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au dollar libérien (+2,7%), au cedi ghanéen (+2,6%) et au franc guinéen (+1,2%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 1,5% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du cedi (-19,7%) et du leone (-12,5%). En revanche, la monnaie communautaire s'est renforcée face au franc guinéen (15,5%), au dalasi (13,0%), au dollar libérien (6,6%) et au naira (2,8%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin janvier 2026 suggèrent un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique en variation mensuelle. En effet, l'indice global du climat

des affaires s'est établi à +0,8 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en baisse de 0,1 point comparativement au mois précédent.

Au niveau du commerce de détail, le chiffre d'affaires s'est contracté de 7,3%, après une augmentation de 7,8% observée le mois précédent. De même, l'indice des services marchands non financiers a reculé de 8,4%, après une hausse de 13,6% un mois plus tôt. L'indice des services financiers a également enregistré un repli de 4,8% en janvier 2026, après une progression de 4,5% le mois précédent. En revanche, l'indice de la production industrielle s'est renforcé de 8,1%, en rythme mensuel, après une hausse de 1,7%. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est accru de 8,1% en janvier 2026, après une augmentation de 1,7% observée le mois précédent. La hausse de la production industrielle résulte essentiellement de la progression des activités de fabrication (+9,2 point), tandis que les activités extractives (-0,8 point) et celles de production et distribution d'électricité et de gaz (-0,1 point) en ont atténué l'ampleur.

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025		2026	2025	2026
	janv.25	déc.25	janv. (*)	déc.25	janv. (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	2,7	0,8	-0,8	2,6	-0,9
Extraction d'hydrocarbures	0,2	0,1	0,0	0,4	0,3
Extraction de minerais métalliques	3,5	0,5	-1,1	2,2	-2,3
ACTIVITES DE FABRICATION	7,0	0,6	9,2	1,5	3,8
Fabrication de produits alimentaires	4,1	-0,1	7,1	-1,8	1,4
Fabrication de textiles	0,6	0,0	1,6	-1,0	0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	1,8	0,1	0,9	1,6	0,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,5	0,1	-0,1	0,9	0,2
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2
INDICE GLOBAL	10,3	1,7	8,1	5,3	3,2

Source : BCEAO, (*) données provisoires

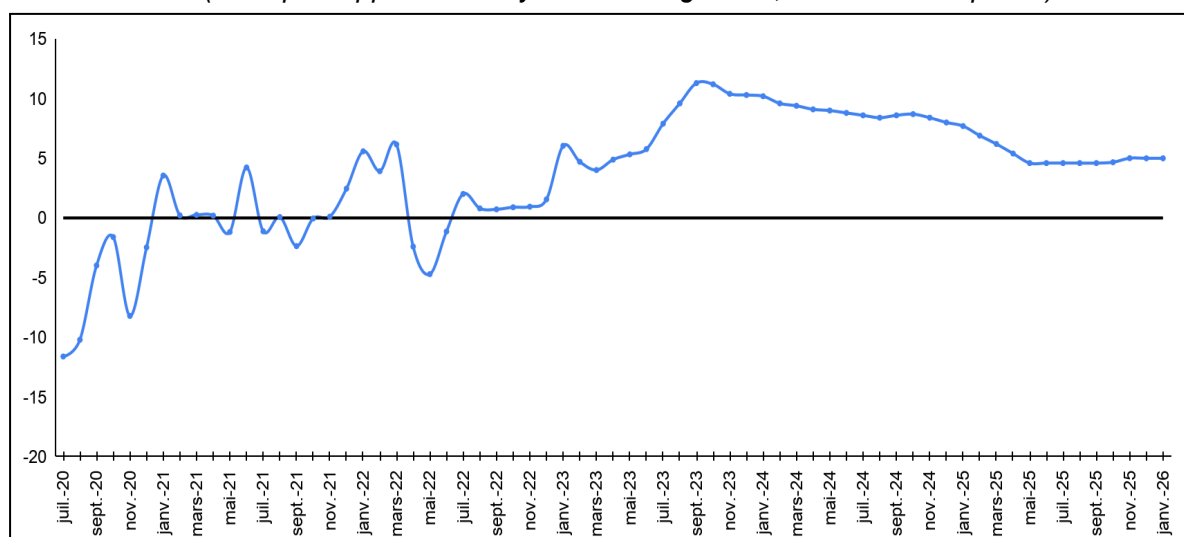
La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 3,2% en janvier 2026, après une hausse de 5,3% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités de fabrication (+3,8 point), de la production et distribution d'électricité et de gaz (+0,2 point), ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,2 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en janvier 2026 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +5,0 points, stable par rapport au mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+26,3 points), au Sénégal (+23,6 points), au Burkina (+14,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0

points) et en Guinée-Bissau (+7,9 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,8 points), au Niger (-21,8 points) et au Togo (-6,2 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une baisse de 7,3% au cours du mois de janvier 2026, après une hausse de 7,8% le mois précédent. L'affaiblissement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement lié au repli du commerce de détail (-5,6 points), du commerce de gros et activités des intermédiaires (-0,8 point), ainsi que du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles (-0,8 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025		2026	2025	2026
	janv.25	déc.25	janv. (*)	déc.25	janv. (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,9	1,0	-0,8	0,1	0,1
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	1,0	-0,9	0,4	-0,1
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,3	0,0	0,0	-0,2	0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,6	3,9	-0,8	1,6	1,5
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,2	2,8	-0,4	0,8	0,2
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,6	0,9	-0,2	0,5	0,9
COMMERCE DE DÉTAIL	-6,5	2,9	-5,6	1,9	2,8
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,6	0,6	-0,6	0,5	0,5
Commerce de détail en magasin spécialisé	-5,8	2,4	-4,9	1,4	2,3
INDICE GLOBAL	-8,0	7,8	-7,3	3,6	4,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 4,5% en janvier 2026, après une augmentation de 3,6% le mois précédent. L'amélioration de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+2,8 points), le commerce de

gros et activités des intermédiaires (+1,5 point), ainsi que le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,1 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a diminué de 8,4% en janvier 2026, après un accroissement de 13,6% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont repliés de 4,8% en janvier 2026, après une hausse de 4,5% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025		2026	2025	2026
	déc.	janv. (*)	déc.	janv. (*)	déc.	janv. (*)
Bénin	27,6	-36,2	24,7	-33,3	1,1	5,8
Burkina	-1,7	2,0	-1,5	0,5	3,4	2,0
Côte d'Ivoire	7,7	-7,5	7,4	-5,2	5,1	7,7
Guinée-Bissau	0,5	22,0	0,1	16,9	5,6	1,2
Mali	4,7	-2,9	8,6	-4,7	5,9	3,9
Niger	-0,4	1,1	0,6	-0,2	6,5	5,2
Senegal	43,6	-2,1	43,4	-3,8	2,1	0,2
Togo	14,7	-7,8	9,9	-10,5	5,1	2,1
INDICE GLOBAL	14,3	-10,3	13,6	-8,4	4,5	6,7

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 6,7% en janvier 2026, après une augmentation de 4,5% en décembre 2025. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé notamment en Côte d'Ivoire (+7,7%), au Bénin (+5,8%), au Niger (+5,2%), au Mali (+3,9%), au Togo (+2,1%), au Burkina (+2,0%), en Guinée-Bissau (+1,2%) et au Sénégal (+0,2%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2025	2026	2025	2026
	décembre	janvier	décembre	janvier (*)	décembre	janvier (*)
Bénin	7,8	-1,1	7,6	-0,8	14,3	14,6
Burkina	10,0	-1,7	9,6	-1,7	14,7	14,8
Côte d'Ivoire	5,2	-9,2	5,4	-9,4	15,5	15,2
Guinée-Bissau	-1,2	-4,3	-1,4	-4,5	6,4	6,2
Mali	3,9	-11,5	4,0	-11,3	15,3	15,5
Niger	9,1	8,4	10,2	8,0	15,1	14,6
Sénégal	1,4	1,2	1,1	1,7	16,6	17,1
Togo	-3,9	0,8	-4,6	0,7	14,2	14,1
INDICE GLOBAL	4,6	-4,8	4,5	-4,8	15,4	15,4

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est accru de 15,4%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+17,1%), le Mali (+15,5%), la Côte d'Ivoire (+15,2%), le Burkina (+14,8%), le Bénin (+14,6%), le Niger (+14,6%), le Togo (+14,1%) et la Guinée-Bissau (+6,2%).

2.2. Inflation

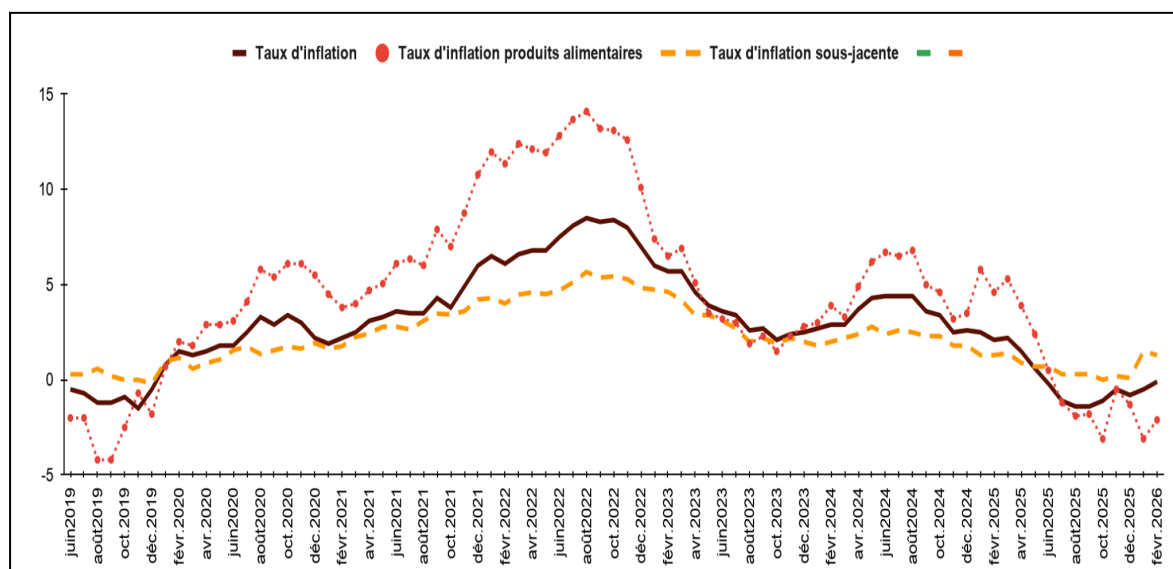
En février 2026, le taux d'inflation a augmenté, mais est demeuré en territoire négatif. Le maintien des taux négatifs s'explique essentiellement par la poursuite de la diminution des prix des produits alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -0,1% en février 2026, soit une progression de 0,4 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -0,5% enregistré le mois précédent. La hausse de l'inflation est principalement portée par le renchérissement des produits des composantes "Logement" (+0,3 pdp), "Loisirs et cultures" (+0,2 pdp) et "habillement" (+0,1 pdp), conjugué à une baisse de moindre ampleur des coûts des produits alimentaires (-2,1% après -3,1%).

Les pressions sur les prix observées au niveau de la composante "Logement" s'explique par la hausse marquée des prix du bois de chauffage, des services pour l'entretien et la réparation du logement, ainsi que des équipements de sécurité du logement. La hausse des tarifs pour les dépenses en loisirs et cultures est attribuable à une augmentation des coûts des articles de papeterie et de matériel de dessin. Quant au ralentissement de la baisse des prix des produits alimentaires, il résulte de la hausse des coûts de la viande et du poisson séché, conjuguée à une détente de moindre ampleur des prix des denrées alimentaires importés par les États membres de l'UEMOA.

L'analyse par pays laisse apparaître un niveau général des prix en territoire négatif au Niger (-10,1% contre -10,2% précédemment), en Guinée-Bissau (-3,5% contre -3,0%) et au Bénin (-0,1% contre +0,9%). Une accélération de l'inflation a été observée au Mali (+0,6% contre -0,8%), au Burkina (+0,8% contre +0,2%), en Côte d'Ivoire (+1,9% contre +1,4%), au Sénégal (+0,8% contre +0,4%) et au Togo (+0,4% contre 0,0%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 1,3% en février 2026, en baisse de 0,2 pdp par rapport au niveau enregistré le mois précédent.

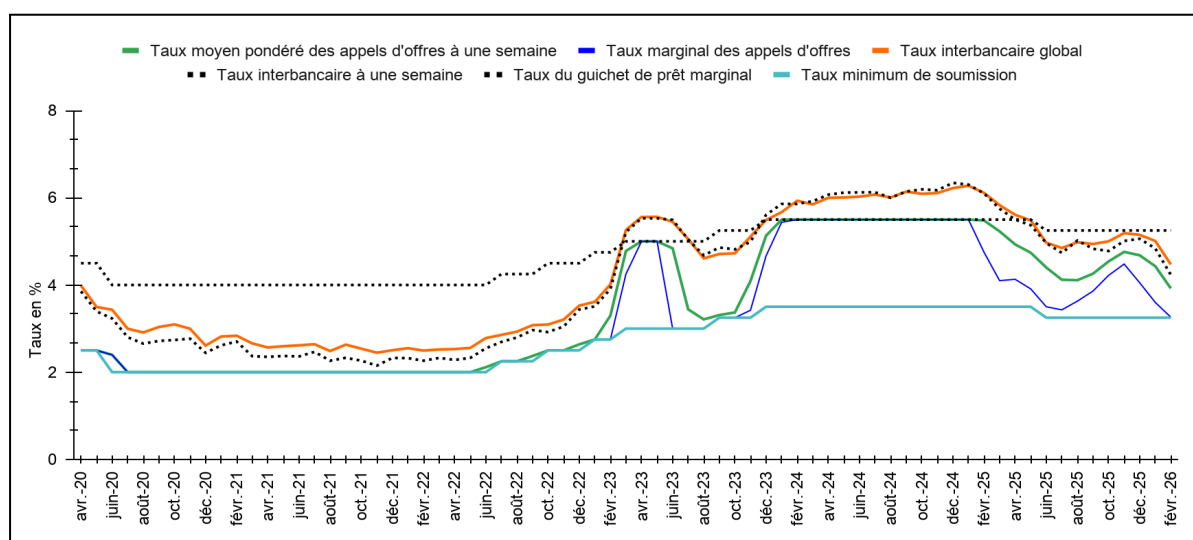
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 4 mars 2026, de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est ramené à 3,00% et le taux sur le guichet de prêt marginal à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Les taux sur le marché monétaire ont baissé en février 2026, en lien notamment avec le niveau relativement confortable de la liquidité bancaire. Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 3,92% en février 2026 après 4,43% en janvier 2026 et le taux marginal est ressorti à 3,26% contre 3,60% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine a été de 4,23% en février 2026, en baisse de 61 points de base (pdb) par rapport à son niveau de janvier 2026 (4,84%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,47% en février 2026, en recul de 54 pdb par rapport à janvier 2026 (5,01%) et de 164 pdb comparativement à février 2025 (6,11%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de janvier 2026 ont augmenté de 13 pdb par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,93%, contre 6,80% le mois précédent et 6,81% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire s'est accru au Mali (+56 pdb), au Sénégal (+30 pdb), au Burkina (+24 pdb), au Niger (+19 pdb) et en Côte d'Ivoire (+1 pdb). Par contre, les taux se sont inscrits en baisse en Guinée-Bissau (-46 pdb), au Togo (-22 pdb) et au Bénin (-19 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont repliés pour ressortir à 5,26%, contre 5,49% le mois précédent, affichant une baisse de 11 pdb par rapport à janvier 2025 (5,35%). Par pays, la rémunération des dépôts a diminué au Burkina (-42 pdb), en Côte d'Ivoire (-24 pdb), en Guinée-Bissau (-23 pdb), au Mali (-22 pdb) et au Bénin (-9 pdb), tandis qu'elle a augmenté au Sénégal (+50 pdb), au Niger (+41 pdb) et au Togo (+5 pdb).

3.3. Monnaie

A fin janvier 2026, la masse monétaire a augmenté de 18,8%, en glissement annuel, après une progression de 17,4% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 20,9% et 18,2%, après des hausses de 19,8% et 16,6% à fin décembre 2025.

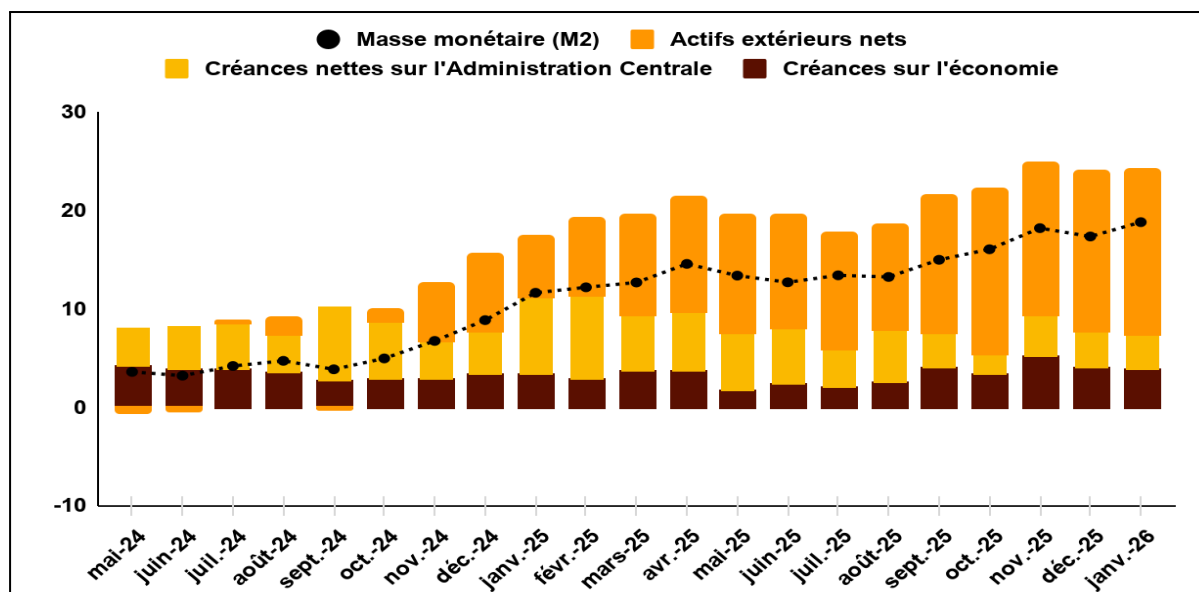
Tableau 6 : Situation monétaire à fin janvier 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	déc.-24	janv.-25	déc.-25	janv.-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	52 022,1	51 809,9	61 051,5	61 556,8	4,2	0,8	17,4	18,8
_ Circulation fiduciaire	12 454,9	12 508,8	14 926,7	15 119,8	6,3	1,3	19,8	20,9
_ Dépôts	39 567,3	39 301,1	46 124,8	46 437,0	3,5	0,7	16,6	18,2
Actifs extérieurs nets	4 814,1	4 833,7	13 227,5	13 504,6	24,2	2,1	174,8	179,4
Créances intérieures	61 758,3	61 820,6	65 786,5	65 635,3	1,1	-0,2	6,5	6,2
_ Créances nettes sur APUC	25 879,9	26 246,4	27 894,5	28 099,2	0,6	0,7	7,8	7,1
_ Créances sur l'économie	35 878,4	35 574,2	37 892,1	37 536,1	1,4	-0,9	5,6	5,5

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin janvier 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+8.670,9 milliards ou +179,4%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.814,7 milliards ou +6,2%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin janvier 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 8.670,9 milliards (+179,4%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la baisse du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,2% à fin janvier 2026, après 6,5% à fin décembre 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+1.852,8 milliards) et des créances sur l'économie (+1.961,9 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,5% à fin janvier 2026, en légère baisse de 0,1 pdp par rapport à son niveau à fin décembre 2025. Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont progressé de +5,0% à fin janvier 2026 après +5,6% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leur sont accordés ont augmenté de 8,8% sur la même période, après une hausse de 5,1% enregistrée le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

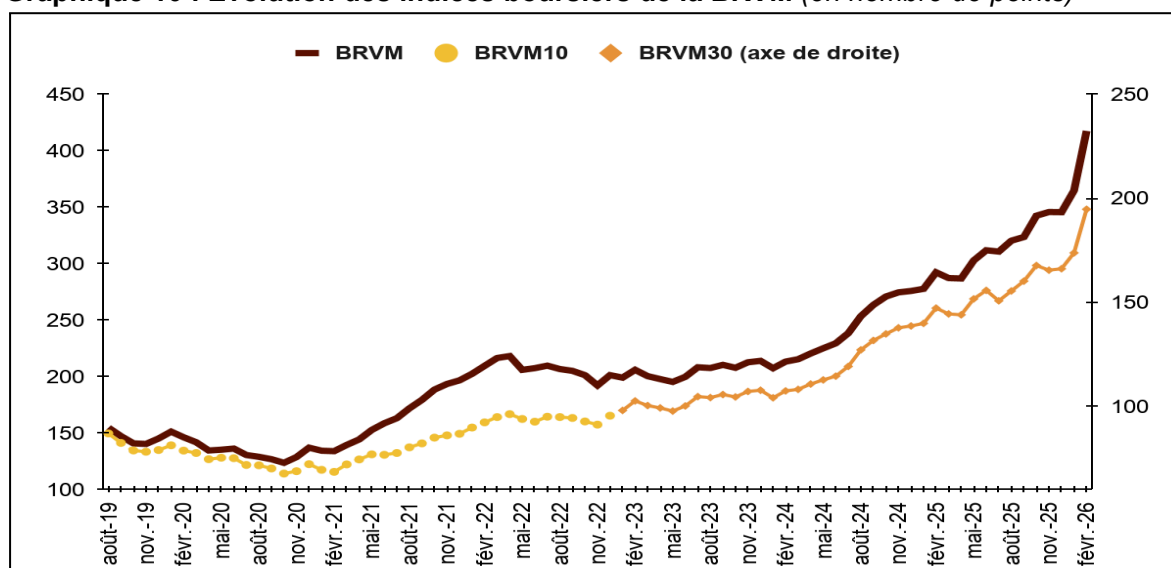
Les activités du marché boursier régional ont connu une progression en février 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.348,0 milliards en février 2026, soit une baisse de 229,4 milliards par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin février 2026, l'indice BRVM composite et l'indice BRVM 30 ont respectivement progressé de 14,5% et 12,1% par rapport à leurs valeurs à fin janvier 2026. A la date du 20 mars 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont repliés respectivement de 2,2% et 1,5% par rapport à leur valeur de fin février 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 36,1% et 26,3% par rapport à leur moyenne de février 2025.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

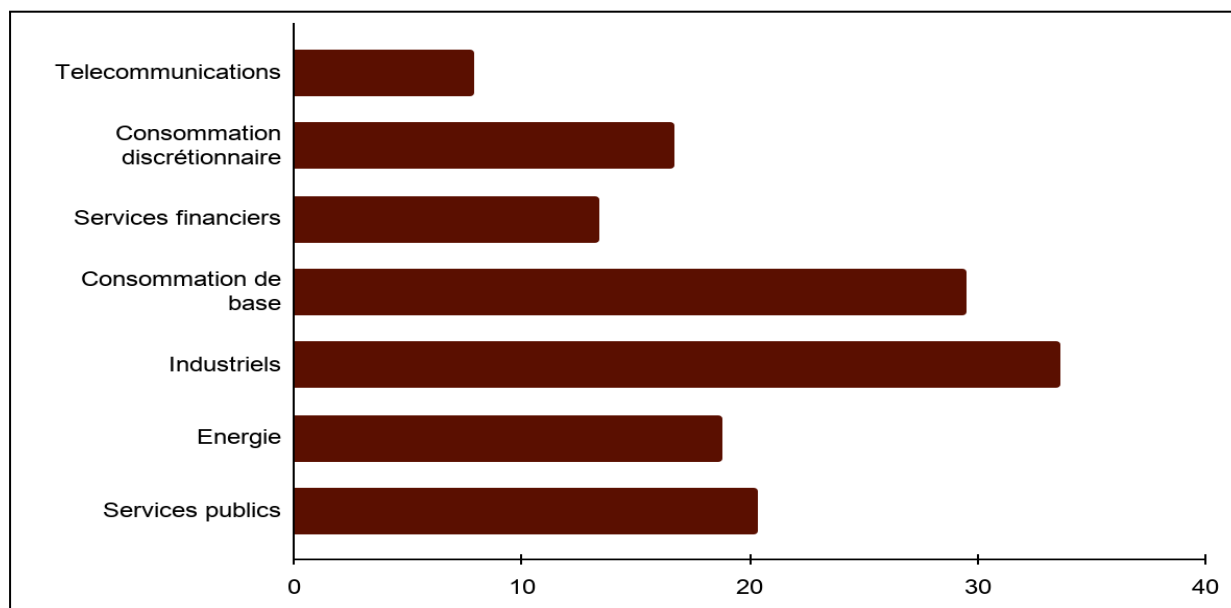


Source : BRVM

La capitalisation boursière totale a augmenté de 27,8% par rapport à fin février 2025 pour s'établir à 27.583,1 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par la hausse des indices des branches « Industriels » : +33,6%, « Consommation de base » : +29,5%, « Services Publics » : +20,3%, « Energie » : +18,8%, « Consommation discrétionnaire » : 16,7%, « Services financiers » : 13,4% et « Télécommunications » : +7,9%. La capitalisation du marché des actions

s'est accrue de 46,8% à 16.105,0 milliards, tandis que celle du marché des obligations a progressé de 8,1% à 11.478,1 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en février 2026 (en %)



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de février 2026, le montant global des émissions a baissé par rapport au mois précédent, tandis que les coûts d'emprunts ont augmenté.

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées au cours du mois de février 2026 par les Etats membres de l'UMOA se sont élevées, en termes bruts, à 1.348,0 milliards, dont 397,1 milliards de bons du Trésor (29,5%) et 950,9 milliards d'obligations du Trésor (70,5%). Par rapport au mois de janvier 2026, les ressources mobilisées ont baissé de 229,4 milliards (-14,5%), en lien avec la diminution des émissions d'obligations (-310,2 milliards ou 24,6%), partiellement compensée par la hausse de celles des bons (+80,8 milliards ou 25,5%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 216,9 milliards ou 19,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de couverture³ global des émissions par adjudication a diminué pour ressortir à 155,2% en février 2026 contre 157,7% le mois précédent.

Sur le compartiment de la **syndication**, le marché financier régional n'a enregistré aucune opération au cours du mois de février 2026.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.348,0 milliards sur le marché financier régional, correspondant à une baisse de 14,5% (-229,4 milliards) par rapport au mois de janvier 2026. Comparativement au mois de février 2025, les ressources mobilisées laissent apparaître une progression de 18,7% (+212,6 milliards).

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États*(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)*

	février 2025	janvier 2026	février 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	591,7	316,3	397,1	80,8	25,5	-194,6	-32,9
Obligations par adjudication	539,4	1 261,1	950,9	-310,2	-24,6	411,5	76,3
<i>Total adjudication</i>	1 131,1	1 577,4	1 348,0	-229,4	-14,5	216,9	19,2
<i>Obligations par syndication</i>	4,3	0,0	0,0	-	-	-	-
Total marché régional des titres publics	1 135,4	1 577,4	1 348,0	-229,4	-14,5	212,6	18,7
Marché des eurobonds	-	474,3	823,2	348,9	73,6	-	-
Total général	1 135,4	2 051,7	2 171,2	119,5	5,8	1 035,8	91,2

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons s'est accru de 26 pdb pour s'établir à 6,69% en février 2026, contre 6,43% en janvier 2026. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 49 pdb pour ressortir à 7,66% en février 2026.

Par rapport à la même période de l'année 2025, les coûts des mobilisations des emprunts publics ont connu des évolutions contrastées sur les deux segments. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est replié de 53 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations a progressé de 2 pdb.

Sur les **marchés financiers internationaux**, l'Etat de Côte d'Ivoire a, le 18 février 2026, réalisé une émission d'euro-obligations pour un montant de 1,3 milliard de dollars, assortie d'une maturité de 15 ans et d'un taux de coupon nominal de 6,75%. Le montant net reçu, à la date de règlement, est estimé à environ 1.255 million d'euros, soit environ 823,2 milliards de francs CFA.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États*(En point de pourcentage)*

	février 2025	janvier 2026	février 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,22	6,43	6,69	0,26	-0,53
Obligations	7,63	7,17	7,66	0,49	0,03
<i>Par adjudication</i>	7,64	7,17	7,66	0,49	0,02
<i>Par Syndication</i>	6,6	-	-	-	-
<i>Eurobonds</i>	-	7,1	7,13	0,03	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire sur le court terme restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des

⁴ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,5% au premier trimestre 2026, après une estimation de même ampleur au quatrième trimestre 2025. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bonnes perspectives de la campagne agricole 2025/2026 contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Sur l'ensemble de l'année 2025, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, après une réalisation de 6,2% en 2024. L'activité économique serait soutenue par une demande intérieure robuste et une bonne tenue des productions extractives et agricoles.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026
Secteur primaire	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Agriculture vivrière	5,5	6,7	6,3	6,0	6,1	6,0	6,0
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1
Secteur secondaire	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Activités extractives	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,4	5,1	4,8	4,9	4,8	4,8
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	1,0	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-8,6	-8,6
Secteur tertiaire	3,2	3,7	3,5	3,3	3,4	3,3	3,3
Commerce	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
Transports, postes et communications	0,2	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,2	-7,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Services non marchands	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	7,2	6,8	6,5	6,6	6,5	6,5

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 18,5% à fin février 2026, après 18,8% à fin janvier 2026. L'amélioration de 9.769,1 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 3.825,2 milliards (+6,2%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 8.669,2 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+6,9%) et à celle des créances sur l'économie (+5,6%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin février 2026, le renforcement des dépôts (+17,7%) et la circulation fiduciaire (+21,2%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation en glissement annuel au sein de l'Union devrait ressortir à +0,4% en mars 2026, avant d'atteindre +0,8% en avril 2026. Cette progression s'expliquerait par le renchérissement des prix des produits pétroliers dans certains pays, en lien avec la crise au Moyen-Orient. De même, la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union continue de perturber la chaîne de distribution des produits alimentaires, avec des effets sur les coûts.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 22	déc. 23	déc. 24	déc. 25	janv. 26	févr. 26	mars 26	avril 26
Produits alimentaires et boissons	4,6	1,1	1,6	-0,5	-1,2	-0,8	-0,5	0,0
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,6	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Ameublement	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1
Transport	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,2
Communication	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,3	0,2	0,3	-0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Autres biens	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	7,0	2,5	2,6	-0,8	-0,5	-0,1	0,4	0,8

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025		2026	2025	2026
	janv.25	déc.25	janv. (*)	déc.25	janv. (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,9	1,0	-0,8	0,1	0,1
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	1,0	-0,9	0,4	-0,1
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,3	0,0	0,0	-0,2	0,2
Commerce et réparation de motocycles	-0,4	-0,1	-0,1	-0,3	0,1
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,6	3,9	-0,8	1,6	1,5
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,2	2,8	-0,4	0,8	0,2
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,0	-0,1	0,1	0,2	0,3
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,6	0,9	-0,2	0,5	0,9
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	-0,3	0,1	-0,3	0,0	0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0
COMMERCE DE DÉTAIL	-6,5	2,9	-5,6	1,9	2,8
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,6	0,6	-0,6	0,5	0,5
Commerce de détail en magasin spécialisé	-5,8	2,4	-4,9	1,4	2,3
INDICE GLOBAL	-8,0	7,8	-7,3	3,6	4,5

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025		2026	2025	2026
	janv.25	déc.25	janv. (*)	déc.25	janv. (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	2,7	0,8	-0,8	2,6	-0,9
Extraction d'hydrocarbures	0,2	0,1	0,0	0,4	0,3
Extraction de minerais métalliques	3,5	0,5	-1,1	2,2	-2,3
Autres activités extractives	-0,8	0,0	0,1	-0,3	0,6
ACTIVITÉS DE FABRICATION	7,0	0,6	9,2	1,5	3,8
Fabrication de produits alimentaires	4,1	-0,1	7,1	-1,8	1,4
Fabrication de boissons	-0,8	1,0	-1,9	1,4	0,2
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Fabrication de textiles	0,6	0,0	1,6	-1,0	0,1
Fabrication d'articles d'habillement	-0,1	-0,4	0,1	0,2	0,4
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	-0,1	0,1	0,4	-0,4	0,1
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,2	-0,4	0,5	-0,5	-0,1
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Raffinage pétrole, cokéfaction	1,8	0,1	0,9	1,6	0,6
Fabrication de produits chimiques	0,6	0,2	-0,4	1,1	0,1
Fabrication pharmaceutiques	0,0	-0,3	0,1	0,0	0,1
Travail de caoutchouc et du plastique	0,1	-0,3	0,1	0,0	0,0
Fabrication de matériaux minéraux	0,0	0,4	0,1	0,1	0,1
Métallurgie	0,1	0,1	0,2	0,4	0,4
Fabrication d'ouvrages en métaux	0,4	0,1	0,4	0,2	0,3
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	0,1	-0,1	0,3	0,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,5	0,1	-0,1	0,9	0,2
Production et distribution d'électricité et du gaz	0,5	0,1	-0,1	0,9	0,2
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	10,3	1,7	8,1	5,3	3,2

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST